

# NOTRE TRAVAIL NE PAIERA PAS LEUR DETTE !



Face au mouvement de fond qui monte réclamant l'annulation de la dette dite covid, la présidente de la Banque Centrale Européenne est rapidement intervenue. C'est « inenvisageable » dit-elle immédiatement reprise par tous les chiens de garde ultra-libéraux du pays. Il faudrait rembourser impérativement le plan de relance européen en plus des réformes structurelles auquel le gouvernement s'est déjà engagé (retraites et assurance-chômage notamment). Pour notre Fédération loin d'être inenvisageable la question de cette annulation se pose largement.

La crise due à la pandémie a conduit les états à émettre de la dette pour se financer et soutenir les secteurs en difficulté. Face à l'urgence rien de scandaleux à ce qu'il soit fait appel à des financements exceptionnels (enfin, si il n'était pas fait obligation de se tourner vers les marchés). Nous ne reviendrons pas ici sur l'absurdité des politiques d'austérité et des nombreuses mesures prises en faveur des riches et de la finance depuis des années et qui ont largement contribué à assécher les finances publiques. Nous laisserons un temps le scandale des nombreuses exonérations de cotisations qui ont bien mis à mal notre protection sociale.

Dans le débat qui sévit actuellement il nous a semblé important de revenir sur certains aspects qui pourraient nous préparer à très court terme des lendemains plus difficiles encore. Si l'état se voit contraint (par ses propres décisions) de se financer sur les marchés pour pallier son incapacité à se financer via son circuit du trésor ce n'est pas une moindre affaire. Notre ambition n'est pas d'entrer ici dans des dimensions techniques qui sont largement traitées par ailleurs, mais de donner à voir les biais politiques qui sous-tendent les choix économiques qui sont posés et qui nous semblent extrêmement dangereux.

Le débat actuel sur la dette est riche, n'en déplaise à la BCE: Annulation, gel, nouveaux circuits de financement des Etats, l'urgence permet de défendre des idées hier méprisées. Toutes sont utiles pour combattre l'instrumentalisation austéraitre de la dette.

Pourtant les amis de l'austérité sans fin donnent déjà de la voix. Bien sûr pour eux il faudra payer, « quoi qu'il en coûte », et nous payons déjà en réalité. En effet, une partie de la dette dite « covid » a été transférée à la Cades pour un montant de 136 milliards d'euros. Mais pas question de parler de justice fiscale, de taxer les riches, les circuits financiers ou encore les multinationales, dont certaines profitent éhontément de la crise sanitaire actuelle.

Au contraire, voilà l'occasion rêvée d'accélérer leur destruction du système social. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne ont déjà prévenu, les programmes d'ajustements structurels sont prêts (entendez par là réforme, ou plutôt régression sociale). Ici, les retraites, là les services publics ou encore l'assurance chômage, les cibles sont clairement identifiées, et tout cela sous prétexte de la dette dite « insoutenable ».

## **Faut-il s'en remettre alors au plan de relance ?**

Disons-le d'emblée, ce serait surestimer la capacité des plans de relance à accroître le pouvoir d'achat des ménages et des salariés. En effet ces plans sont, pour la plupart, comme en France notamment, bien davantage orientés vers l'offre que vers la demande. Ils vont surtout combler des pertes bien plus qu'ils ne lanceront des investissements d'avenir ayant un effet positif sur l'emploi. Il n'y aura pas de puissant rebond, ni de refondation de nos systèmes économiques avec ces plans-là.

Si la BCE abandonne tout ou partie des créances qu'elle détient sur les Etats de la zone euro en les conditionnant à de véritables investissements publics dans l'emploi, les retraites, l'aide aux plus jeunes, la transition écologique et la protection sociale, alors nous aurons fait un grand pas en avant. Ainsi la BCE contribuerait ainsi à la réussite des plans de relance des Etats, tandis que l'investissement réalisé par ces derniers rapprocherait la BCE des besoins des populations, et non seulement des marchés financiers.

## **Pour une annulation de la dette ?**

L'annulation pourrait en effet être un premier pas significatif qui doit cependant en appeler d'autres, pour garantir la reconstruction sociale et écologique en France et en Europe. Pendant ce temps les néolibéraux au pouvoir nous concoctent déjà leur menu favori, comme au lendemain de la crise de 2008 : l'austérité budgétaire !

Le problème de la dette n'est pas seulement technique, mais politique. Une dette qui viserait à financer l'investissement public, les ménages, les salaires, ne serait pas un problème en soi. Elle créerait même un cercle vertueux, en injectant des liquidités vers ceux qui en ont besoin, elle soutiendrait la demande et la croissance qui elle-même rembourserait la dette. A la condition que la dette émise soit bien dédiée à l'intérêt collectif et viserait à assurer une croissance soutenable.

La question n'est alors plus seulement théorique mais stratégique. Il ne s'agit pas uniquement de savoir si, dans l'absolu, la dette publique pose un problème en soi, mais plutôt de savoir comment nous prémunir contre le risque d'une austérité qui vient. Ne nous y trompons pas la voix engagée est celle d'un démantèlement de l'État social, mais aussi le risque d'un nouveau tour de vis néolibéral par des réformes structurelles sévères.

Le gouvernement mise tout sur une « politique de l'offre », autrement dit une politique de répression du monde du travail et de subvention du capital.

**Dès lors, la dette est donc bel et bien instrumentalisée contre le monde du travail. Et ils ont besoin de pouvoir dire que le niveau de la dette est « trop élevé » pour justifier ces politiques.**

**Les dettes publiques engendrées par la crise de 2008 ont servi de prétexte pour imposer des politiques d'austérité à tous. Le mantra de la dette a été, depuis des décennies, l'instrument de toutes les réformes néolibérales, de l'austérité et, de l'atomisation des services publics et de la protection sociale. Alors oui la question de la dette n'est pas une fin en soi, mais il faut quand même répondre à deux questions :**

**1-Comment nous finançons ? (en abandonnant le recours aux marchés et en retrouvant le chemin du circuit des financements publics)**

**2- Qui paiera ? Les profiteurs, les riches, les financiers, les spéculateurs, ou nous tous ? salariés, retraités, jeunes, privés d'emplois.**

**Pour la FNPOS les réponses ne souffrent aucune discussion : dette ou pas, c'est non à l'austérité, non à l'exonération des riches et de la finance ! Le besoin urgent est de redéfinir notre pacte social en renforçant notre PROTECTION SOCIALE !**

*La Caisse d'amortissement de la dette sociale est un organisme gouvernemental créé par l'ordonnance du 24 janvier 1996. Elle s'est vue transférer le montant de la dette sociale avec pour mission de la rembourser via la CSG et la CRDS.*

*BCE : La Banque centrale européenne (BCE), est responsable de la politique monétaire en zone euro, c'est-à-dire qu'elle régule les taux d'intérêts et la quantité de monnaie en circulation. Elle est au centre de l'Eurosystème qui comprend la BCE et les Banques centrales nationales des 19 pays ayant adopté l'euro*